

## MM. Laurent Fabius et Michel Rocard s'interrogent sur les formes d'une « refondation » du PS

Les dirigeants socialistes se sont retrouvés, lundi 29 mars dans l'après-midi, pour une réunion du bureau exécutif, précédée d'une rencontre entre M. Laurent Fabius et M. Michel Rocard au siège du parti. Ils ont envisagé diverses formules pour un congrès de « refondation », qui se réunirait « soit avant l'été, soit immédiatement après », a indiqué le porte-parole du PS, M. Jean-Jak Queyranne. Le comité directeur est convoqué le 3 avril.

Laminés aux élections législatives, les socialistes se retrouvent face à eux-mêmes, c'est-à-dire face à leur parti, à ses procédures, à ses courants, à ses rapports de forces. Dès le soir du second tour, les auteurs du « Manifeste pour la gauche », ministres ou députés sortants appartenant à la génération des quarante ans, avaient dénoncé à l'avance « la perspective d'un congrès convoqué sur le mode préparatoire traditionnel » et demandé « la réunion d'urgence du comité directeur du Parti socialiste, afin que soit mise en place une équipe représentative de toutes les sensibilités, dégagée du poids meurtrier des écuries et des clans ».

Lundi après-midi, six membres du gouvernement démissionnaire, qui venaient de déjeuner en compagnie de M. Jacques Delors au ministère de la justice, ont fait connaître leur refus des « réplâtrages » et des « règlements de comptes ». M<sup>mes</sup> Martine Aubry, Frédérique Bredin, Elisabeth Guigou, MM. Bernard Kouchner, Dominique Strauss-Kahn, Michel Vauzelle, signataires de ce texte, ont été rejoints sur cette position, dans la soirée, par M<sup>me</sup> Ségolène Royal, MM. Jean-Louis Bianco et Jean-Noël Jeanneney, eux aussi ministres sortants, par MM. François Hollande, Jean-Marie Bockel et Jean-Yves Le Drian, anciens

députés, et par M. Pascal Lamy, directeur du cabinet du président de la Commission européenne.

« Nous voulons relever la gauche », déclarent-ils, ce qui sera « long et dur ». « Il faudra, d'abord et avant tout, ne pas se voiler la face, ni désigner des boucs émissaires, ni se masquer les vraies raisons de la défaite. Il faudra dire pourquoi nous en sommes là », estimant ces socialistes qui cherchent à peser sur les décisions que prendront les chefs des courants. Dimanche soir, M. Jean-Christophe Cambadélis, ancien député lui aussi, avait diagnostiqué le retour de la gauche à « l'année zéro » et la nécessité d'« aller au fond des choses pour inventer un « gouverner autrement à gauche » ».

### La mécanique d'appareil

Quittant mandats et fonctions, tous ceux-là craignent que le PS, réduit à lui-même, ne s'enferme dans un jeu d'appareil dans lequel ils n'auraient pas leur mot à dire. Ils se trouvent dans la situation bien connue des « rénovateurs », qui peuvent certes occuper le terrain médiatique, mais auxquels la mécanique partisane échappe.

Cette mécanique a commencé à se mettre en place, mercredi après-midi, lors de la réunion du bureau exécutif du PS. MM. Michel Rocard et Laurent Fabius se sont entretenus brièvement, au siège du parti, avant cette réunion à laquelle le maire de Conflans-Sainte-Honorine n'a pas participé. Le premier secrétaire y a fait une analyse succincte des résultats des élections législatives et proposé une méthode pour engager la « refondation » de la gauche et celle du PS. Estimant nécessaire de commencer par la seconde, qui doit passer, selon lui, par un congrès organisé différemment de la procédure habituelle. Il envisage de réunir les premiers secrétaires fédéraux, dans un premier temps, pour appeler l'ensemble des sections et des fédéra-

tions à élaborer des textes, dont la synthèse serait assurée par un groupe de travail associant tous les courants. Cette synthèse serait ensuite elle-même soumise au vote des militants, étant entendu que chacun pourrait présenter des amendements.

En proposant ainsi de mettre fin au système des motions, élaborées par les chefs de courant et devant lesquelles les militants doivent choisir leur camp, M. Laurent Fabius va dans le sens du souhait exprimé par M. Pierre Mauroy d'une disparition des courants. L'avantage de cette méthode serait, a-t-il expliqué, d'éviter une réédition du congrès de Rennes de mars 1990, qui avait vu les dirigeants s'affronter pour le contrôle du parti et donner de celui-ci, par là même, l'image d'une machine de pouvoir sans idées. Les adversaires du premier secrétaire voient, eux, dans cette proposition un moyen pour lui d'échapper à la mise en cause de son rôle à la tête du PS. MM. Henri Emmanuelli et André Laignel ont plaidé, au contraire, pour un « vrai » congrès, comme le parti n'en a pas connu depuis trois ans, car c'est la seule manière selon eux de permettre aux militants de s'exprimer et de choisir.

### La présidence du groupe

La disparition des courants est le thème favori de M. Daniel Percheron, le premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, qui a proposé un référendum interne sur cette question. Les nouveaux statuts du parti permettent l'organisation d'un tel vote. Il entraînerait une réforme des modes de fonctionnement du PS, mais M. Daniel Percheron a précisé qu'il ne s'agit pas, dans son esprit, de revenir à la SFIO d'avant le congrès d'Épinay-sur-Seine, en 1971, qui était régentée par le scrutin majoritaire et, de fait, par les fédérations les plus puissantes, celles du Nord et des Bouche-du-Rhône à l'époque. Cette

affirmation n'a pas convaincu tous les participants à la réunion, qui soupçonnent le premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais d'imaginer avec délice un PS dans lequel les effectifs militants qu'il contrôle peseraient lourd.

Les rocardiens, au nom desquels a parlé M. Bernard Poignant, le maire de Quimper, battu lui aussi aux élections législatives, ont proposé un « congrès constituant », c'est-à-dire des assises qui auraient pour fonction de définir un nouveau cadre, de préférence avant l'été, comme l'avait demandé M. Rocard. M. Gérard Lindeperg, le numéro deux du PS, a repris à son compte l'idée d'une démission collective de la direction du parti, qu'avait émise lundi matin M<sup>me</sup> Ségolène Royal, mais il n'a pas rencontré d'écho favorable. « L'idée d'une démission collective a été considérée par certains comme saugrenue », a indiqué M. Jean Le Garrec, ancien député du Nord, proche de M. Mauroy, en quittant la réunion.

Le comité directeur étant convoqué pour le samedi 3 avril, les dirigeants socialistes vont devoir résoudre, auparavant, le problème de la présidence du groupe de l'Assemblée nationale. M. Henri Emmanuelli a fait savoir qu'il est candidat, l'hypothèse d'une candidature de M<sup>me</sup> Ségolène Royal ayant été écartée au cours d'une réunion des proches de M. Lionel Jospin, à l'hôtel de Lassay, lundi en milieu de journée. Majoritaires au sein du groupe, avec vingt-sept députés « sûrs » et trois autres partisans possibles, sur un effectif de cinquante-quatre socialistes, les fabusiens sont maîtres de la décision. S'ils imposent un des leurs, qui serait M. Paul Quilès, ils pousseront M. Lionel Jospin à s'allier avec M. Michel Rocard pour le congrès. S'ils acceptent le choix de M. Henri Emmanuelli, ils donneront aux jospinistes l'un des postes-clés en période d'opposition.

PATRICK JARREAU

## L'isolement du maire de Montpellier

MONTPELLIER

de notre correspondant

Les urnes sont parfois ironiques. Accusé d'être un « complice de la droite » par la fédération socialiste de l'Hérault, après avoir éliminé le maire de Montpellier, M. Georges Frèche, au premier tour des élections législatives, M. Gérard Saumade, le président du conseil général, a finalement sauvé l'honneur de la gauche dans ce département. Avec 51,15 % des suffrages, le socialiste « dissident » a devancé, en effet, le 28 mars, son adversaire, M. Maurice Bousquet (RPR).

Partout ailleurs, la gauche, largement majoritaire depuis trente-cinq ans dans ce département, s'est inclinée devant la droite. Cette poussée spectaculaire, tout comme la victoire de M. Saumade, sont un avertissement pour le maire de Montpellier, qui se retrouve isolé. Privée de représentation à l'Assemblée nationale, la ville perd un relais utile pour plaider en faveur de ses dossiers auprès des cabinets ministériels. M. Frèche ne peut s'appuyer, désormais, que sur deux sénateurs acquis à sa cause et, de toute façon, dans un contexte parlementaire et gouvernemental a priori défavorable.

### Un « axe » Saumade-Baumet

Localement, la fédération socialiste, l'un de ses leviers politiques, s'est considérablement affaiblie. En tergiversant entre les deux tours – appelant d'abord au « boycottage » de M. Saumade, puis à un soutien du bout des lèvres, – elle s'est déconsidérée aux yeux d'un électeur désorienté. Les bons reports de voix sur M. Saumade, au second tour, montrent qu'elle n'a pas été entendue. Cette erreur vient s'ajouter à un désastre électoral dont elle aura du mal à se relever. La « machine de guerre » du PS pourra peut-être se révéler utile lors des prochains scrutins, mais elle apparaît, plus que jamais, comme inféodée à un homme, et non pas assise sur une base solide.

Au contraire, même s'ils sont très différents au fond, les deux

« hommes libres » de la campagne, M. Gilbert Baumet dans le Gard et M. Saumade dans l'Hérault, se retrouvent aujourd'hui – après avoir été confortés à l'Assemblée nationale –, unis autant par leur démarche politique autonome que par leur hostilité, quoi qu'ils en disent, à M. Frèche. Ils forment un nouvel « axe » languedocien à gauche. La ville de Montpellier avait normalisé, récemment, ses relations avec le conseil régional, mais elle n'est pas près d'y parvenir avec le conseil général de l'Hérault, tant les rancœurs sont aujourd'hui tenaces et les rapports de force différents au sein de cette assemblée.

La droite est majoritaire sur l'ensemble des bureaux de vote montpelliérains. L'interprétation de ces résultats est délicate. Dans une partie des bureaux, en effet, M. Willy Diméglio (UDF-PR) était opposé à un candidat du Front national, M. Alain Jamet, et le réflexe républicain a sans doute joué. Ailleurs, le bon score de M. Maurice Bousquet devant M. Saumade peut s'interpréter comme une vengeance des partisans de M. Frèche, mais, dans d'autres bureaux, M. René Couveinhes (RPR) devance très largement le socialiste, M. Jean Vallès, et cette tendance ne peut laisser indifférente la ville de Montpellier.

M. Frèche va donc très rapidement resserrer sa garde dans la perspective des élections municipales de 1995. Il lui faudra, d'abord, repenser son « style », mis à mal lors de la campagne. Plus que ses idées ou ses réalisations, ses adversaires ont stigmatisé ses méthodes, son mode de communication, sa façon d'avancer en force, en écrasant et en humiliant l'adversaire. Cette attitude a fini par cristalliser autour de lui des haines dont il commence à payer le coût politique. Dans l'entourage de M. Saumade, on parlait, avant tout, de la victoire et du respect de l'autre sur le mépris. Cette réaction est une des clés d'un combat que beaucoup ont jugé irrationnel.

JACQUES MONIN